

REHABILITATION du BATIMENT 024 Pour l'UNITE BIOSP

228 route de l'aérodrome - 84000 AVIGNON

A5- GENERALITES TCE

Les présentes généralités TCE s'appliquent à l'ensemble des corps d'état.

Ce CCTP a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux des différents corps d'état et leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif. En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur le marché, chaque entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages de son lot, en conformité avec les plans et avec la réglementation et les normes en vigueur à la date de remise des offres de prix, contractuellement réputées connues.

Chacun des entrepreneurs participant à l'opération est contractuellement réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des documents constituant le CCTP contractuel tels qu'ils sont énumérés ci-après et notamment les CCTP de tous les lots. A ce sujet, il est formellement stipulé qu'en aucun cas un entrepreneur ne pourra opposer entre eux les différents documents constituant le CCTP contractuel. En tout état de cause, il est précisé que, dans le cas éventuel de divergences implicites ou explicites entre ces documents, la décision sera du ressort du maître d'œuvre. Il appartient à un entrepreneur qui modifierait certains points d'un corps d'état de prendre à sa charge les incidences financières éventuelles sur son devis ainsi que sur les autres corps d'état.

A) PRESENTATION DE L'OPERATION

1. Consistance de l'opération

L'opération faisant l'objet du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) consiste en la réalisation complète et parfaite de :

La réhabilitation d'un bâtiment 024 pour l'unité BioSP

Centre INRAE PACA - 228 route de l'aérodrome - 84000 AVIGNON

2. Intervenants

Maître d'ouvrage :

INRAE PACA - BioSP

Représentée par Madame Valérie RIVIERE
228 route de l'aérodrome – 84000 AVIGNON

Maitrise d'œuvre :

Architecte :

Atelier d'Architecture AVINAIN

Représenté par Catherine AVINAIN
12 Avenue Eisenhower - 84000 Avignon
contact@avinain-architecte.fr - 04.90.80.67.00

Maître d'œuvre d'exécution, coordinateur OPC :

E.G.C.

Représenté par Christophe VILANA
12 Avenue Eisenhower - 84 000 Avignon
contact@christophevilana-egc.fr - 04.90.80.67.07

Coordination Sécurité et Protection de la Santé :

A désigner

Contrôle technique :

A désigner

BET Acoustique :

VENATHEC

730 rue René Descartes – 13290 AIX en PROVENCE
m.favrefelix@venathec.com – 06 26 15 68 83

3. Caractéristiques du site

Par le fait d'avoir remis leur offre, les entreprises sont réputées avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Aucune entreprise ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

Situé sur le site d'Agroparc, au 228 route de l'Aérodrome – Domaine Saint Paul, le bâtiment « Alvéoles », se situe sur le centre de l'INRAE PACA au milieu d'autres bâtiments de bureaux et de recherches.

Le bâtiment « Alvéoles » est facilement accessible aux véhicules motorisés, depuis l'intérieur du site.

Il a été construit en 1982 et se développe sur 2 niveaux :

- Sous-sol semi-enterré : Eclairage en partie haute
- RdC surélevé par rapport au terrain naturel (environs +1,20 m)

4. Caractéristiques du projet

La réhabilitation a pour but, d'accueillir le transfert des bureaux de l'unité BioSP au sein du bâtiment « Alvéoles ». Le projet souhaite revaloriser les espaces, en portant une attention toute particulière à l'acoustique des lieux. Pour cela le projet a été étudié en concertation avec le BET VENATHEC.

Une notice acoustique phase PRO-DCE joint au présent dossier, a été établie en date du 26/01/24.

IMPORTANT : Présence de chiroptères (chauve-souris)

Une colonie de chauve-souris est présente dans les combles et faux-plafonds des bureaux du bâtiment « Alvéoles ».

Cette espèce est protégée, toute perturbation, destruction de leur habitat ou capture est strictement interdite. Une attention particulière sera en prendre en compte suivant les préconisations du document A12- Diagnostic des chiroptères ci-joint au présent DCE.

5. Classement vis-à-vis du risque d'incendie

Le service de l'INRAE, en place, ne reçoit pas de public. Il est classé en Code du Travail

Le projet doit être conforme aux dispositions réglementaires relatives à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite.

B) DECOMPOSITION EN LOTS, OPTIONS, VARIANTES, PHASAGE, TRANCHES

Les travaux relatifs à la présente opération sont répartis dans 7 lots, à savoir :

- 01- Gros œuvre
- 02- Serrurerie
- 03- Menuiseries extérieures et intérieures
- 04- Cloisons - Doublages - Faux-plafonds - Peinture
- 05- Revêtement de sol et mur
- 06- Chauffage - Plomberie
- 07- Electricité

Les travaux seront réalisés en deux tranches.

Tranche ferme :

- Concerne l'ensemble des 7 lots : Description par lot → voir CCTP

Tranche conditionnelle n°1 : Réalisation d'une terrasse

- Concerne les lots 01 - G.O. et 02- Serrurerie

Des prestations supplémentaires éventuelles (Options) sont demandées :

Lot 05- Revêtement de sol	OPTION n°1 : sol de la salle de réunion
Lot 05- Revêtement de sol	OPTION n°2 : sol des halls et dégagements
Lot 07- Electricité	OPTION n°3 : Relamping de la salle de réunion
Lot 04- Cloison – Doublage - Peinture	OPTION n°4 : Panneaux acoustiques
Lot 02- Serrurerie	OPTION n°5 : Garde-corps des portes fenêtres
Lot 06- Plomberie - Chauffage	OPTION n°6 : Remplacement de ventilo-convecteur
	OPTION n°7 : Reprise réseau EU/EV du sous-sol

Des prestations en variantes sont demandées :

Lot 03- Menuiseries	VARIANTE n°1 : Plinthes bois
	VARIANTE n°2 : Ensemble vitrée aluminium
Lot 04- Cloison – Doublage - Peinture	VARIANTE n°3 : Peinture des plinthes bois
Lot 07- Electricité	VARIANTE n°4 : Eclairage dégagements sur détection
Lot 06- Plomberie Chauffage	VARIANTE n°5 : Raccordement ECS du coin repas

C) DOCUMENTS CONTRACTUELS

Seront documents contractuels, pour l'exécution des présents marchés, tous les documents énumérés ci-dessous :

1. Réglementation applicable aux travaux

- Les codes et règlements

- Les décrets, arrêtés, circulaires et directives
- Les Eurocodes
- Les règles nationales de calcul
- Les Documents Techniques Unifiés
- Les normes internationales (ISO), européennes (EN), et françaises (NF)
- Textes spécifiques : avis techniques, mémentos, guides, instructions, recommandation ou tout autres documents acceptés par l'APSAD

Et plus particulièrement, les certifications et labels suivants : sans objet

2. Pièces écrites du présent dossier de consultation

L'ensemble des pièces écrites sont mentionnées sur le sommaire du présent dossier.

3. Pièces graphiques du présent dossier de consultation

Les entreprises sont tenues de vérifier, avant toute exécution, les côtes figurant aux dessins et de signaler au maître d'œuvre les erreurs qui pourraient être constatées.

L'ensemble des pièces graphiques sont mentionnées sur le sommaire du présent dossier.

D) ETUDES, PLANNING ET DOCUMENTS D'ENTREPRISE

1. Etudes d'exécution

Les notes de calcul et plans nécessaires à l'exécution des travaux sont à la charge des entreprises et seront établis durant la période de préparation de chantier qui suit l'émission de l'ordre de service du marché, sous la direction de l'architecte. Après modifications éventuelles et agrément de l'architecte et du bureau de contrôle le cas échéant, les différents plans sont reproduits en autant d'exemplaires qu'il est nécessaire et diffusés à l'ensemble des parties aux frais des entreprises.

2. Etablissement du planning

Il sera rédigé par l'OPC en temps utile, en accord avec l'ensemble des entreprises.

3. Documents de réception

Préalablement à la réception, afin de constituer le Dossier des Ouvrages Exécutés et le Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage (D.O.E. et D.I.U.O.), les entreprises doivent remettre à l'architecte 4 exemplaires des plans des ouvrages exécutés accompagnés des notes de calcul, des notices techniques d'utilisation, de conduite et d'entretien, de la nomenclature des appareillages mis en œuvre dans les installations avec mention de leur marque, type, références, pour constituer un dossier d'archives et de maintenance de l'immeuble.

E) NATURE ET QUALITÉ DES PRODUITS

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

Dans le cadre du présent CCTP, le concepteur a la possibilité de désigner la nature et la provenance des produits qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Les entreprises sont, le cas échéant, tenues de présenter leur offre de prix avec des matériaux, appareils et accessoires d'une marque et modèle tels que définis dans le présent CCTP.

Pour certains produits, la marque et le modèle sont laissés au choix de l'entreprise. Les marques et modèles indiqués dans le présent CCTP avec la mention « ou équivalent » ne sont donc donnés

qu'à titre de référence. Les entreprises auront, dans ces cas précis, toute latitude pour proposer des produits d'autres marques et modèles, sous réserve qu'ils soient au moins équivalents en qualité, caractéristiques et performances.

En tout état de cause, les matériaux et produits devant être mis en œuvre dans les ouvrages devront impérativement être neufs et de première qualité, et répondre aux conditions et prescriptions suivantes :

- Pour les produits concernés par la réglementation « Sécurité Incendie », les entreprises devront assurer et garantir une mise en œuvre répondant strictement aux conditions et prescriptions stipulées dans le PV d'essai au feu du produit concerné.
- Les matériaux et produits prévus dans les DTU ou faisant l'objet de normes NF ou EN devront répondre au minimum aux spécifications de ces documents.
- Les matériaux et produits dits « non traditionnels » ou « innovants », non prévus dans les DTU et ne faisant pas l'objet de normes NF ou EN, devront selon le cas :
 - . Faire l'objet d'un avis technique ou d'un agrément technique européen
 - . Être admis à la marque NF
 - . Être titulaire d'une certification ou d'un label
 - . Avoir reçu un avis de chantier (procédure d'urgence)

Pour les matériaux et produits n'entrant dans aucun des cas ci-dessus, la procédure d'obtention de l'avis technique devra être lancée par l'entreprise. Dans le cas où cette procédure d'obtention de l'avis technique exige un délai trop long, l'entreprise peut faire appel à une autre procédure dite « procédure ATEX » (appréciation technique d'expérimentation qui aboutit dans un délai de deux mois à compter de la date de présentation du dossier au CSTB). A défaut, où dans le cas où le délai d'exécution ne permettrait pas le lancement de cette procédure, l'entreprise pourra demander à ses assureurs et au bureau de contrôle le cas échéant, l'accord sur le matériau ou le produit concerné, en présentant tous justificatifs apportant les épreuves de son aptitude à l'emploi et son équivalence.

En tout état de cause, l'entreprise ne pourra en aucun cas mettre en œuvre un matériau ou un produit qui ne serait pas pris en garantie par ses assureurs.

L'entreprise sera tenue de produire, à toute demande du maître d'œuvre, les procès verbaux d'essais ou d'analyse de matériaux établis par des organismes qualifiés. A défaut de production de ces procès verbaux, le maître d'œuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements qui seront entièrement à la charge de l'entreprise.

F) ECHANTILLONS, ELEMENTS MODELES, LOCAUX TEMOINS

1. Echantillons

Les entreprises devront présenter, dès la réception de l'ordre de service, un échantillonnage des matériaux, appareils et accessoires retenus. Les échantillons seront maintenus à disposition de l'architecte et du maître d'ouvrage jusqu'à la fin du chantier. Avant toute commande, les entreprises devront demander à l'architecte et au maître d'ouvrage de définir le choix des coloris.

2. Éléments modèles

Pour certains ouvrages fabriqués ou préfabriqués et dont le nombre d'éléments de même type est suffisant pour le justifier, le maître d'œuvre aura la faculté de demander à l'entreprise la mise en place sur le chantier d'un élément à titre de « modèle ». Cet élément pourra être, en fonction de l'avancement des travaux, soit mis en place à son emplacement définitif, soit posé au sol sur un support adéquat. Ce modèle servira à la mise au point définitive de l'ouvrage considéré et l'entreprise devra y apporter toutes les modifications jugées utiles par le maître d'œuvre. Dans le cas de modifications trop importantes, le modèle devra être repris par l'entreprise et remplacé par un modèle conforme. La présentation de ce modèle devra se faire dans le délai fixé par le maître d'œuvre lors de la demande.

3. Locaux témoins : Sans objet

G) CONTROLE

Outre les contrôles exercés par l'Architecte et le Bureau de Contrôle auquel le Maître d'Ouvrage fait appel le cas échéant, il est rappelé aux entreprises qu'il leur appartient d'exercer un contrôle interne des ouvrages qu'elles réalisent, conformément à la réglementation en vigueur.

1. Vérification de fonctionnement

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises devront effectuer au minimum avant réception les essais et vérifications conformément au Code d'essais prescrit aux « DOCUMENTS TECHNIQUES AQC ».

Les essais et vérifications techniques comportent notamment :

- L'identification du responsable des vérifications techniques
- Les procédures de vérifications de la validité des documents techniques établis
- Les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés
- La nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution (fiche d'identification et ou bon de livraison, fiches de contrôle d'exécution, procès-verbaux d'essais à la charge des entreprises, etc...)

Les résultats d'essais devront être transcrits sur des procès-verbaux établis selon les modèles figurant dans les « DOCUMENTS TECHNIQUES AQC ». Ces procès-verbaux seront transmis avant réception des travaux au Maître d'Ouvrage qui prononcera les réceptions, après que le bureau de contrôle ait, le cas échéant, donné son avis sur le contenu.

L'ensemble de ces interventions étant à la charge des entreprises, inclus toutes modifications éventuelles et nécessaires pour mise en conformité.

2. Contrôleur Technique

Dans le cadre de la Loi du 4 Janvier 1978, il est rappelé que le Maître d'Ouvrage fait appel à un organisme spécialisé désigné dans le présent CCTP sous le terme « Bureau de Contrôle ». L'entreprise est tenue de soumettre au Bureau de Contrôle avant exécution ses plans, notes de calcul, et de se conformer pendant l'exécution des travaux aux observations ou recommandations de celui-ci. Tous les essais exigés par le Bureau de Contrôle seront effectués aux frais de l'entreprise concernée. En cas de résultat défectueux, l'Entreprise devra toutes les transformations et réparations nécessaires.

H) COMPOSITION DES PRIX

La décomposition des prix sera globale et forfaitaire.

Le forfait comprend l'exécution complète et entière des travaux définis par le CCTP, les plans du dossier Architecte, les plans de détails d'exécution établis au fur et à mesure du chantier, les ordres donnés par l'architecte, le Bureau de Contrôle, le cas échéant, et le Coordonnateur SPS.

Les prix comprendront notamment :

- La fourniture, le transport la mise en œuvre et autres sujétions afin de réaliser les ouvrages suivant les règles de l'art.
- Les percements et rebouchages, conformément au présent dossier.
- Les frais de transport, de pesage, de mesurage, d'essais, de réception des matériaux et des ouvrages ; les frais et sujétions relatives à l'écoulement des eaux et aux épuisements.
- Les sujétions éventuelles liées à la présence de réseaux existants : ligne H.T., fossés, réseaux EU ou autres.
- Les indemnités de dommages résultant de l'extraction, du transport, du dépôt des matériaux, de l'exécution des ouvrages ou des accidents de toute nature causés par les travaux.

- Les frais d'huissier, de géomètre, de dessin, de reproduction de plans, d'études complémentaires de toute nature et de piquetage des ouvrages.
- Les frais de logement des ouvriers, le paiement des indemnités de déplacement, de transport et de paniers.
- Les supplémentaires qu'entraînerait la nécessité de travailler au-delà de la durée normale des heures de travail journalier. En particulier, le maître d'œuvre pourra prescrire des travaux pendant les journées habituellement chômées ou de nuit lorsqu'un retard sera constaté sur l'avancement des travaux.
- Les frais et sujétions occasionnés par le travail simultané d'autres entreprises sur le chantier ou à proximité.

I) CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX

1. Démarches et autorisations

Il appartiendra à l'entreprise d'effectuer, en temps utile, toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc. nécessaires à la réalisation des travaux. Une copie des documents relatifs à ces demandes devra être transmise au maître d'œuvre.

2. Implantation

Sans objet car bâtiment existant.

3. Traçage

L'entreprise concernée doit, au titre de l'incorporation dans ses propres ouvrages des matériels ou matériaux fournis par d'autres corps d'état, tous les traçages nécessaires, à effectuer par référence aux gabarits et aux indications que sont tenus de fournir les corps d'état intéressés. Ces derniers devront toutefois s'assurer que les traçages conviennent bien à l'implantation de leurs ouvrages.

4. Traits de niveau

En fonction des besoins, à la charge du lot concerné.

5. Réseaux enterrés

A la charge des entreprises concernées

6. Responsabilité des entreprises

Etat des lieux

Avant tout début des travaux, un état des lieux des voiries et chaussées sera fait contradictoirement entre l'entreprise, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre. Toutes les dégradations en cours de travaux seront à la charge de l'entreprise. En fin de travaux il sera procédé à la remise en état de ces voiries aux frais de l'entreprise.

Dégâts causés aux tiers

Chaque entreprise sera responsable, pendant toute la durée du chantier, des dégâts qui pourraient survenir du fait des travaux aux bâtiments, aux propriétés voisines et aux tiers. Elle devra de ce fait faire procéder aux travaux de réparation, de réfection ou de nettoyage nécessaires dans le délai fixé par le maître d'œuvre qui, si ce délai n'est pas respecté, pourra les faire exécuter immédiatement aux frais de l'entreprise responsable, sans mise en demeure. Dans le cas où le responsable ne peut être connu, le maître d'œuvre fera exécuter les travaux et les frais seront répartis entre les entreprises au prorata du montant de leur marché, ou portés au compte prorata le cas échéant.

Protection et conservation des ouvrages

Les entreprises sont responsables des ouvrages et équipements de leurs lots et en doivent la protection jusqu'à la réception des travaux. Les matériaux de protection sont enlevés au fur et à mesure de l'avancement du chantier par l'entreprise et évacués à ses frais.

Nuisances

- Limiter le niveau sonore à 70dB(A) aux limites du chantier. Seul l'emploi d'engins insonorisés est autorisé.
- Limiter les poussières et salissure des voies publiques

7. Liaison entre les corps d'état

Coordination générale

La coordination générale sera assurée par le coordinateur OPC.

Coordination sécurité et protection de la santé

Conformément à la réglementation en matière de sécurité et de protection de la santé, les entreprises devront se conformer sans aucune restriction aux prescriptions et obligations en matière de Sécurité et Protection de la Santé qui seront demandées par le coordonnateur, et devront respecter le plan d'installation de chantier et de phasage des travaux établi par le coordonnateur.

Réservations, trémies, feuillures, défoncés, percements

Dans les ouvrages en béton et en maçonnerie :

L'entreprise titulaire du lot Gros œuvre est tenue d'exécuter, dans ses ouvrages et dans les ouvrages existants, toutes les réservations, trémies, feuillures, défoncés, percements, etc. nécessité tant par ses propres travaux que par ceux des autres corps d'état.

A cet effet, les entreprises des autres corps d'état devront remettre en tant utile leurs plans de réservation qui comporteront obligatoirement :

- . Les dimensions des réservations en côtes brutes
- . Les implantations de ces réservations par rapport à des nus d'ouvrage ou des axes de référence.

Toutes ces réservations seront exécutées sous la responsabilité de l'entrepreneur intéressé qui devra vérifier sur place qu'elles ont été correctement réalisées. En cas de non observation des prescriptions précédentes, les percements seront obligatoirement exécutés par l'entreprise de Gros œuvre aux frais de l'entreprise intéressée et sous sa responsabilité. Dans le cas où des trous effectués après-coup entraîneraient la dégradation d'un équipement ou d'un revêtement, les frais de reprise et de raccords seront également à la charge de l'entreprise fautive.

Dans les cloisons :

Chaque entrepreneur réalise ses propres percements, scellements calfeutrements et rebouchages.

Chaque entreprise doit assurer la mise en place de ses ouvrages, leur réglage et leur calage.

Sauf indications contraires dans les lots concernés, dans les ouvrages en béton et maçonneries, tout scellement au mortier sera assuré par l'entreprise de Gros œuvre suivant tracé de l'entreprise concernée, ainsi que les calfeutrements au mortier et les raccords nécessaires.

Dans les cloisons, les scellements, rebouchages et calfeutrements seront effectués par l'entreprise intéressée avec des matériaux de même nature que la cloison. Les raccords de scellement au droit des ouvrages en plâtre qui ne seraient pas correctement exécutés seront repris par l'entreprise du lot cloisons – plâtrerie à la charge du corps d'état intéressé.

Tout autre type de scellement sera à la charge de l'entreprise intéressée.

Incorporations :

Sauf mention contraire dans la description des ouvrages chaque entrepreneur doit la fourniture, l'implantation et la mise en place des éléments divers tels que gaines, fourreaux, tubes, rails d'ancrage, douilles ou autres avant :

- Coulage par l'entreprise titulaire du lot Gros œuvre, pour les incorporations dans la structure : murs en planchers.
- Intervention de l'entreprise titulaire du lot « Cloisons – Doublages – Faux plafonds », pour les incorporations dans les doublages et cloisons.
- Intervention de l'entreprise titulaire du lot Charpente - Couverture, pour les incorporations dans les toitures tuiles
- Intervention de l'entreprise titulaire du lot Etanchéité, pour les incorporations dans les étanchéités de toiture et de terrasses

Le calfeutrement entre fourreaux et canalisations sera assuré par des produits satisfaisant les exigences :

- de stabilité dans le temps
- d'efficacité acoustique
- de comportement au feu

8. Perméabilité à l'air → Sans objet